

POUVOIR D'ACHAT :

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE SERAIT- IL DU À LA FLAMBÉE DES PRIX ?

Les chiffres officiels de l'inflation revus et corrigés ne trompent personne, les prix flambent. Les cartes bancaires sentent de plus en plus le roussi, et rien dans un avenir proche n'indique une volonté des décideurs politiques de mettre en œuvre les moyens d'inverser la tendance.

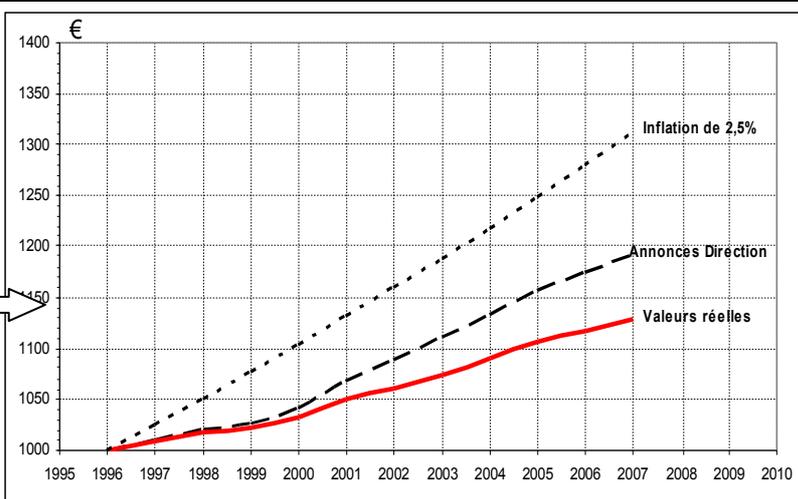
- ➔ En 7ans, l'augmentation du chariot du consommateur dans les grandes surfaces a atteint + 29%.
- ➔ Le passage à l'euro en 2002 fut l'occasion de profiter du manque de repères nouvellement créé chez les consommateurs, pour augmenter les prix. Le manque de cadrage et le laxisme des pouvoirs publics ont grandement contribué à laisser perdurer ces actes de brigandages organisés.
- ➔ En 3 ans, l'évolution moyenne des prix constatée en grandes surfaces sur un échantillonnage des 283 produits parmi les plus vendus, est de + 11,5 % et de plus de 20 % sur l'alimentaire. Il existe aujourd'hui 4000 magasins de Hard Discount en France, ce n'est pas un hasard.
- ➔ Au 1^{er} Janvier 2008 : mutuelle Renault +2,5%, gaz pour les particuliers + 4,2 %. Les produits laitiers, les céréales vont augmenter très prochainement, conséquence nous avoue-t'on, d'une politique agricole imprévoyante. Le pétrole et les matières premières continuent leur ascension.
- ➔ Déremboursement massif de médicaments, les forfaits médicaux se multiplient, la santé devient un luxe.

Chez Renault : Les cadres ne percevant pas les AGS, les augmentations individuelles sont « négociées » annuellement.

Pour les APR et les ETAM, depuis plus de 10 ans, le fossé entre le coût réel de la vie et les AGS sensés les compenser, est devenu un gouffre.

(Calculs pour une base 1000 €)

Pour tenter de masquer le phénomène qu'elle a créé, la direction bricole le concept de l'augmentation globale, intégrant tous les types d'augmentations moyennés par le nombre de salariés.



L'amalgame est fait entre les augmentations de salaire dont la vocation est en théorie de maintenir le pouvoir d'achat (AGS) et celles dont le caractère promotionnel récompense le travail et les efforts accomplis (AI : Augmentation Individuelle).

Les annonces d'augmentations AGS et Promotions sont regroupées au printemps, en même temps que la prime d'intéressement. Cette fausse coïncidence de calendrier sert à cacher la misère des augmentations soumises à cotisations, derrière le montant d'une prime qui n'entre pas en ligne de compte dans le calcul des retraites.

IL Y A DONC URGENCE À UNE REVALORISATION UNIFORME DES SALAIRES DE 230€ ET D'UN MINIMUM DE 5% POUR LES AGS

Au plan national :

Pour les conseillers spéciaux d'un président de la république fervent défenseur (durant la campagne) du pouvoir d'achat, à moins que ce ne soit de l'achat du pouvoir; les idées ne manquent pas :

Pas d'augmentation des salaires. Pour gagner plus, il faudra travailler plus.

Juillet 2007, augmentation misérable du SMIG de 1%. Pour les autres salariés, les exonérations annoncées ne sont visiblement pas venues à bout des réticences patronales à payer des heures supplémentaires. Oubliée également bien vite par les pouvoirs publics et les employeurs, l'idée d'une prime annuelle de 1000 € défiscalisée.

Après les cadeaux du bouclier fiscal de juillet 2007, les caisses de l'état sont vides. Pour donner l'impression de défendre le pouvoir d'achat, il n'y a qu'à tenter d'étendre au plus grand nombre la mesure « proposée » au secteur hospitalier et aux forces de l'ordre : le rachat des jours de vacances générées par la RTT ou les heures supplémentaires.

Logique d'énarque. Puisque les moins riches ne peuvent pas partir en vacances, ils n'ont qu'à revendre leurs congés.

Travailler pendant ses congés pour compenser la perte de pouvoir d'achat liée à l'augmentation du coût de la vie, voilà tout ce que l'on nous propose.

La plupart des entreprises moyennes ou grandes ne remettent pas en cause les 35 heures, la flexibilité qu'elles ont obtenue par le biais des accords d'entreprises leur convient largement.

Revendre ses congés : Le projet gouvernemental table sur 5 jours « à revendre ». Même rehaussés des 10 % supplémentaires annoncés, cela ne créerait pour chaque salarié, qu'une équivalence d'augmentation inférieure à 6 jours de salaire. Rapprochés des plus de 200 jours travaillés annuellement, cela ne produirait qu'une augmentation salariale inférieure à 3%.

Avec une hausse du coût de la vie variant entre 2,5 et 4%, il faudrait augmenter le sacrifice de plus d'une semaine de congés tous les ans pour maintenir le pouvoir d'achat en l'état.

En poursuivant cette logique, au bout de 6 ans, les salariés Renault tentés par l'aventure ne disposeraient plus d'aucun jour de congés.

De plus, le gouvernement accède aux souhaits du MEDEF d'obtenir la déréglementation de la durée du travail. On nous parle de durées « négociées » au sein des entreprises, de ne plus tenir compte des accords par branche (métallurgie pour Renault). Il est même question d'accord passé directement entre l'employeur et le salarié.

Ceci équivaut à la disparition pure et simple des limites légales aujourd'hui en vigueur qui régissent le volume d'heures et le fait que les heures supplémentaires soient mieux rétribuées.

L'enjeu pour les employeurs est simple, faire travailler plus et moins cher (travail le dimanche compris). Des réunions avec certains « partenaires sociaux » ont déjà eu lieu et la presse curieusement en fait très peu écho. De la même manière, **la casse du code du travail** et un **nouvel allongement du nombre d'années travaillées** se profilent à l'horizon. Pour toutes ces mesures anti-sociales, le coup d'accélérateur est prévu juste après les municipales du printemps 2008. Ensuite, électoralement, le terrain sera dégagé.

La mobilisation de tous est la seule réponse possible

UN ACCORD SATISFAISANT LES EMPLOYEURS VOIT LE JOUR DANS LES SALONS FEUTRÉS, PUIS FINIT PAR DESCENDRE DANS LES BUREAUX, LES ATELIERS, LA RUE. LES AVANCÉES SOCIALES ET LE RESPECT DES SALARIÉS, C'EST JUSTE LE CONTRAIRE.

SUD REVENDIQUE LE MAINTIEN DU CODE DU TRAVAIL ACTUEL, ET RECLAME DE VRAIES MESURES POUR RESTAURER NOTRE POUVOIR D'ACHAT.